

Cote du document: EB 2017/122/R.26/Rev.1  
Point de l'ordre du jour 6 e) iv)  
Date: 11 décembre 2017  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### Proposition de prêt et de don à la République turque pour le Programme de développement rural des hautes terres

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Dina Saleh  
Chargée de programme de pays  
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe  
téléphone+39 06 5459 2780  
courriel: d.saleh@ifad.org

Khalida Bouzar  
Directrice  
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe  
téléphone+39 06 5459 2321  
courriel: k.bouzar@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner  
Chef du l'Unité des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-deuxième session  
Rome, 11-12 décembre 2017

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	Error! Bookmark not defined.
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du programme	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	4
III. Exécution du programme	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du programme	8
A. Coût du programme	8
B. Financement du programme	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et application à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	11

## Sigles et acronymes

PTBA	Plan de travail et budget annuel
UCGP	Unité centrale de gestion du programme
PDE	Pôle de développement économique
KGf	Kredi Garanti Fonu (Fonds de garantie des crédits)
S&E	Suivi-évaluation
MFAL	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage
MSP	Plateforme multipartite
URGP	Unité régionale de gestion du programme
CSST	Coopération Sud-Sud et triangulaire
URDP	Programme de développement rural des hautes terres

Carte de la zone du programme  
 République turque  
 Programme de développement rural des hautes  
 terres



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.  
 Source: FIDA; 29/08/2017.



## République turque

## Programme de développement rural des hautes terres

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République turque
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage
<b>Coût total du programme:</b>	98,14 millions d'EUR
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	35,15 millions d'EUR
<b>Montant du don du FIDA:</b>	0,90 million d'EUR
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Ordinaires: Délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
<b>Déficit de financement:</b>	32,95 millions d'EUR
<b>Cofinanceur:</b>	Kredi Garanti Fonu (KGF)
<b>Montant du cofinancement:</b>	2,50 millions d'EUR
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	15,70 millions d'EUR
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	10,94 millions d'EUR
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement à la République turque pour le Programme de développement rural des hautes terres, telle qu'elle figure au paragraphe 41.

## Proposition de prêt et de don à la République turque pour le Programme de développement rural des hautes terres

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La Turquie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, avec une population de 80 millions d'habitants et un PIB de 862 milliards d'USD en 2016 (Banque mondiale, Economist Intelligence Unit). Depuis le début des années 2000, la réduction constante de la pauvreté a eu pour moteur la croissance dans les secteurs de la construction et des services. Les chiffres les plus récents montrent que la pauvreté absolue est passée de 23,8% en 2003 à 4,4% en 2009, pour s'établir à 1,6% en 2014. Toutefois, la pauvreté relative, telle qu'elle est mesurée par le taux de pauvreté (part de la population gagnant moins de 50% du revenu disponible médian) demeure plus élevée (15% en 2014). En outre, d'importantes disparités de développement socioéconomique persistent en Turquie – entre les zones rurales et urbaines, et en particulier entre les zones de plaine et les hautes terres et entre les provinces de l'ouest et de l'est. Avec un taux de pauvreté d'environ 5,13% au sein de la population rurale (calculé à partir du seuil national de pauvreté) contre 0,64% dans la population urbaine (Turkstat 2013), les taux de pauvreté sont beaucoup plus élevés dans les zones rurales et la pauvreté est plus fortement concentrée dans les zones de hautes terres. L'entrée de la Turquie dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure n'a pas mis fin à la pauvreté dans le pays.
2. L'agriculture n'est plus le principal moteur de la croissance économique. L'importance relative de l'agriculture est passée de 10% du PIB en 2002 à 7% en 2015, avec une baisse encore plus marquée de la part de l'emploi dans ce secteur, ce qui reflète en partie l'augmentation de la productivité et les effets du remembrement. Ainsi, en termes absolus, le PIB agricole a plus que doublé au cours de cette période, tandis que les exportations du secteur ont plus que quadruplé, ce qui témoigne du statut croissant de la Turquie en tant qu'exportateur agricole international de premier plan. Cependant, l'agriculture évolue vers une économie duale. L'essor des agriculteurs industriels hautement compétitifs et à grande échelle dans les zones côtières et les plaines a élargi le fossé avec tous les autres – en particulier dans les zones de montagne, où les économies d'échelle sont plus difficiles à réaliser. Dans ce dernier cas, les agriculteurs sont souvent défavorisés par les coûts de transport élevés des intrants comme des produits, ce désavantage étant encore aggravé par la fragmentation des petites exploitations.

#### B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

3. Le partenariat entre le FIDA et le Gouvernement de la Turquie remonte à plus de trente ans, durant lesquels l'accent a été mis, de manière permanente, sur le développement rural inclusif. Le souci constant d'une forte intégrité dans l'exécution

des projets et un partenariat solide avec le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage (MFAL), les agriculteurs, les transformateurs et les prestataires de services ruraux ont permis un impact induisant un changement profond et une réduction de la pauvreté rurale. Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de tirer parti des compétences du FIDA pour surmonter les défis et rendre plus résilientes et plus compétitives les zones de hautes terres de la Turquie. La principale théorie du changement sur laquelle repose le Programme de développement rural des hautes terres (URDP) est que le FIDA peut contribuer à la transformation de l'économie de ces régions. Cet objectif sera atteint par le biais d'un appui qui permettra d'accroître la résilience et la compétitivité des agriculteurs et des entreprises agroalimentaires des zones rurales et qui créera des emplois pour les travailleurs ruraux pauvres et améliorera les revenus des petites entreprises agricoles. En complément de cette stratégie principale, un accent spécifique sera mis sur les petits exploitants pauvres – en particulier les femmes et les jeunes – susceptibles d'accéder au statut d'exploitants commerciaux à part entière et d'atteindre le niveau de compétitivité requis pour gagner des parts de marché.

4. La valeur ajoutée du FIDA tient aux dimensions liées à l'expérience, aux connaissances et à l'apprentissage qu'il peut apporter à la Turquie dans les relations avec les petits exploitants ruraux pauvres. Le gouvernement a besoin d'un appui technique pour répondre aux nombreuses exigences associées, sur les plans des politiques, de la législation et de l'administration, aux disparités régionales existantes, en particulier dans les zones de hautes terres reculées où vivent les petits exploitants. En effet, le MFAL a besoin d'une capacité supplémentaire pour formuler et réaliser un plan d'investissement dans des approches inclusives du développement agricole et rural capables d'apporter des réponses aux défis rencontrés par les familles des petits exploitants pauvres, qui vivent principalement dans les hautes terres, et d'intégrer des solutions. La demande d'appui à l'URDP constitue un effort visant à combler ces lacunes en termes de capacité. Le programme servira de moyen pour tester et promouvoir des approches d'un développement agricole inclusif et durable qui serviront de base pour influencer la politique, la stratégie et les investissements en faveur des pauvres afin de promouvoir l'agriculture paysanne. À cet égard, le don octroyé pour la promotion de la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) constituera un instrument clé.
5. Le FIDA considère la demande comme une précieuse occasion de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale en Turquie et d'en profiter pour participer au processus de formulation de la politique agricole et rurale dans l'ensemble de la région. Deux filières d'apprentissage seront promues par l'URDP:
  - a) la première consiste à travailler avec le Kredi Garanti Fonu (KGF – Fonds de garantie des crédits) afin de mettre au point et de commercialiser des produits financiers appropriés – actuellement hors de portée des petits agriculteurs – et de développer dans ce contexte un mécanisme de garantie des crédits qui permettra aux petits agriculteurs un accès adéquat. Le KGF injectera initialement ses propres ressources, soit environ 2,5 millions d'EUR, pour mettre en place ce nouveau mécanisme. Cela permettra au FIDA d'entreprendre une participation à l'élaboration des politiques avec le gouvernement, en vue de réviser la politique de ce dernier en matière de finance rurale et son cadre législatif. Une fois éprouvé, le mécanisme devrait s'appuyer sur des partenariats avec des banques commerciales et d'autres partenaires intéressés, tels que le Fonds européen d'investissement, pour étendre les services financiers ruraux à un plus grand nombre de petits exploitants agricoles;
  - b) la seconde consiste à mettre en œuvre l'approche des "pôles de développement économique" (PDE) pour relever les défis localisés qui limitent la production des petits exploitants et la commercialisation des principaux produits cultivés dans les zones de hautes terres. L'accent mis sur l'innovation et la génération de

savoirs motivera la participation à l'élaboration des politiques, offrant ainsi au gouvernement l'occasion de s'inspirer de l'expérience acquise avec la mise en œuvre de l'approche pour adapter ses propres politiques, stratégies et investissements pour le développement de l'agriculture paysanne – notamment en reproduisant simplement l'approche à une plus grande échelle dans les hautes terres. Intégrer la réalisation de ce programme dans les structures des principales parties prenantes locales au sein du gouvernement, du secteur privé et des organisations paysannes est de bon augure pour les futures opportunités de reproduction à plus grande échelle.

## II. Description du programme

### A. Zone d'intervention et groupe cible

6. Au cours de la première phase, le programme sera exécuté dans six provinces de deux régions: la Méditerranée orientale (Adana, Mersin, Osmaniye) et la mer Noire occidentale (Bartın, Kastamonu, Sinop), couvrant 35 districts et ciblant 30 000 ménages. Dans la seconde phase, le programme évaluera la possibilité d'inclure deux provinces supplémentaires: Kahramanmaras (Méditerranée orientale) et Çankiri (mer Noire occidentale), pour atteindre 30 000 ménages supplémentaires. L'intervention concentrera ses activités sur les hautes terres et les zones de transition dans les provinces concernées par le programme, où les terres agricoles et les pâturages se situent principalement au-dessus de 600 mètres et où se trouvent la plupart des villages forestiers. Cependant, certains villages situés en dessous de 600 mètres (entre 400 et 600 mètres) peuvent aussi être sélectionnés sur la base de facteurs topographiques et de caractéristiques similaires aux villages de montagne (c'est-à-dire particulièrement défavorisés en raison de leur localisation).
7. L'URDP se concentrera principalement sur les pauvres économiquement actifs – ceux qui restent dans les zones rurales et ont la possibilité d'investir du temps, des efforts et du capital et d'être ainsi les catalyseurs de cette transformation. Les bénéficiaires peuvent être divisés en trois groupes cibles principaux: i) les pauvres économiquement actifs produisant à un niveau de semi-subsistance; ii) les pauvres économiquement actifs ayant un potentiel de croissance; et iii) les moteurs de la transformation (fournisseurs, commerçants ou entreprises agroalimentaires). La stratégie de ciblage comprendra un mélange de méthodes et d'approches. L'autociblage en fera partie, étant donné que de nombreuses activités présenteront une pertinence immédiate pour les agriculteurs économiquement actifs (pauvres et mieux nantis) et autres acteurs de la filière, qui auront un intérêt et une motivation véritables – au moins au départ – à participer aux réunions et/ou aux activités des groupes. Des activités ciblées seront également orientées vers les femmes et les jeunes – qui représenteront respectivement 30% et 10% des bénéficiaires du programme – et vers les ménages pastoraux transhumants (120 à 150 familles).

### B. Objectif de développement du programme

8. L'objectif général est d'accroître la prospérité et la résilience des petits exploitants des hautes terres. Cet objectif sera atteint par l'amélioration des perspectives économiques pour les populations rurales pauvres, sur la base d'exploitations compétitives et d'entreprises agroalimentaires connectées et intégrées à des pôles économiques plus rentables, utilisant de manière plus durable les ressources naturelles de la Turquie. La stratégie de base consiste à faire fond sur les caractéristiques appréciées de la production rurale et à les accentuer, en veillant à promouvoir des pratiques durables d'utilisation de la terre et de l'eau, tout en augmentant la capacité d'adaptation des petits exploitants aux conditions climatiques.
9. La stratégie est axée sur deux résultats complémentaires essentiels. Le premier construira un appui essentiel au développement de l'industrie agroalimentaire par le biais d'une meilleure gestion des ressources naturelles et d'une plus grande valeur



ajoutée pour la transformation du monde rural, en utilisant une approche de regroupement économique. Le second visera à améliorer l'accès des petits exploitants aux services financiers, en mobilisant dans le processus des ressources financières privées. Ces deux résultats essentiels ont été choisis pour parvenir à un impact optimal en termes de réponse aux contraintes fondamentales auxquelles sont confrontés les petits exploitants pauvres dans les zones de hautes terres. Les résultats combinés seront donc supérieurs à la somme de leurs parties si l'on veille à ce que les multiples défis soient abordés simultanément, en tant que de besoin. En outre, les résultats attendus reflètent également les domaines dans lesquels le FIDA dispose d'un avantage comparatif par rapport à d'autres partenaires de développement, notamment en jouant le rôle de catalyseur d'une transformation inclusive du monde rural au profit des petits exploitants.

### C. Composantes/résultats

10. Du point de vue opérationnel, les deux résultats ont été traduits en deux composantes concrètes:

- a) Composante 1: regroupement en filières pour une transformation rurale résiliente. Le PDE constitue le point d'entrée pour la prise en compte des défis locaux dans le développement des principales filières. Cette composante augmentera le volume de la production et des échanges de produits agricoles au sein de chaque PDE, grâce à des investissements individuels et à un appui aux infrastructures économiques clés cogérées par les parties prenantes. La rentabilité de l'agriculture des hautes terres de montagne et des entreprises agroalimentaires en sera accrue, tout comme l'intérêt, pour les jeunes agriculteurs, de rester dans ces zones. Cette composante permettra également de réaliser des partenariats d'investissements groupés (CIP) dans lesquels seront mobilisés des investissements privés et publics, cependant que l'URDP financera une partie des investissements sous la forme d'un don.

Cette composante comprend cinq volets: i) mise en place de plateformes multipartites (MSP) axées sur les activités de mobilisation sociale; ii) construction d'infrastructures économiques pour soutenir les groupements, en mettant l'accent sur les activités de génie civil; iii) appui à la formation et à l'organisation des compétences des agriculteurs; iv) appui à l'investissement individuel ciblé, en mettant l'accent sur les activités de cofinancement par le biais des CIP; et v) image de marque régionale et indication d'origine géographique, en se concentrant sur les études de produits et les activités d'évaluation de la qualité.

- b) Composante 2: finance rurale accessible à tous. Cette composante favorisera l'inclusion financière dans les zones ciblées, élargissant ainsi les plans d'investissement dans les secteurs agricole et agroalimentaire et, en conséquence, améliorant les moyens d'existence et augmentant les possibilités d'emploi dans les zones rurales pour les jeunes, les femmes, les petits agriculteurs et le groupe cible en général. Elle prévoit la mise en place d'un mécanisme de garantie du crédit rural (sous-composante 2.1) afin de réduire les exigences de garantie pour les nouveaux prêts d'investissement, et d'un mécanisme d'appui financier rural (sous-composante 2.2) afin d'améliorer la faisabilité bancaire des nouvelles propositions de prêts d'investissement et de renforcer les capacités des segments les plus pauvres d'accéder à la catégorie d'entrepreneurs susceptibles de lancer des initiatives rurales rentables. À plus long terme, les institutions financières participantes auront une meilleure compréhension du secteur rural et parviendront alors à mettre au point des outils et des mécanismes d'évaluation des risques agricoles, éliminant ainsi la question des garanties.

- c) Composante 3: gestion du programme. L'exécution des activités énoncées ci-dessus sera gérée dans le cadre de la composante gestion du programme.

### III. Exécution du programme

#### A. Approche

11. L'approche de l'exécution de l'URDP distingue deux composantes d'investissement se renforçant mutuellement: les PDE et l'accès au financement, chacune d'entre elles étant au service de fins plus générales à l'appui de la transformation rurale souhaitée. Par conséquent, alors que le programme cherchera activement à développer pleinement les synergies opérationnelles entre les deux composantes en tant que de besoin, l'accès au financement garanti par l'intermédiaire du KGF pourrait bien aller au-delà des PDE lorsqu'une initiative (avec un plan d'entreprise clair) démontre clairement qu'elle apportera un avantage indirect, à long terme, aux acteurs du PDE – ou qu'elle pourrait être un acteur externe influençant la transformation locale envisagée. L'élaboration de paquets d'investissements aussi bien publics que privés sera différenciée et souple, et fondée sur le choix des acteurs de la plateforme multipartite (MSP) et les avantages commerciaux à en retirer.

#### B. Cadre organisationnel

12. Le MFAL est l'agent d'exécution principal. La gestion globale de l'URDP sera assurée par la Direction générale de la réforme agricole du MFAL, responsable des orientations générales et du contrôle. La gestion et l'exécution quotidiennes du programme seront assurées par l'Unité centrale de gestion du programme (UCGP), qui a de solides antécédents en matière de gestion de programme compétente et diligente, mais qui aura besoin de personnel technique supplémentaire. Ses principales fonctions consisteront à conduire la programmation et la budgétisation d'ensemble des activités – en coopération avec les deux unités régionales de gestion du programme (URGP) et les partenaires d'exécution – et à suivre et documenter les progrès du programme. Les URGP seront chargées de la supervision et de l'orientation de la mise en œuvre dans les six provinces initiales. Une équipe d'appui aux agriculteurs sera constituée dans chaque province, sous l'autorité des Directions provinciales de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage (PDA).
13. La MSP sera composée de représentants de tous les principaux secteurs des filières: les producteurs (agriculteurs, éleveurs et agropasteurs), les courtiers, les négociants, les transformateurs, les fournisseurs d'intrants et les transporteurs. Elle constituera l'interface principale avec les PDA et, potentiellement, avec d'autres partenaires commerciaux. Son rôle principal consistera à faciliter les relations et les liens entre ses membres afin d'assurer l'utilisation correcte et la durabilité des investissements.

#### C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

14. Le plan de travail et budget annuel (PTBA) constituera le principal outil de planification; il sera élaboré selon une approche participative ascendante au sein des pôles économiques et en conformité avec le cadre logique du programme. Une fois définies les priorités au niveau du pôle et établies les activités, un PTBA sera préparé par les URGP pour chaque province, d'abord consolidé pour leurs régions respectives et ensuite soumis à l'UCGP pour consolidation et transmission au Département de planification stratégique du MFAL pour inclusion dans le budget. Le projet de PTBA sera communiqué au FIDA pour examen et avis de "non objection". Il servira de guide à l'exécution des activités au sein des groupes et fournira des points de référence par rapport auxquels les progrès de la mise en œuvre seront mesurés chaque année.

15. Suivi-évaluation (S&E). Le système de S&E adoptera une approche axée sur les résultats, rendant compte des progrès réalisés par rapport aux objectifs du PTBA et évaluant périodiquement l'avancement vers la réalisation de l'impact. Alors que les deux assistants de S&E au sein de l'URGP assumeront la responsabilité principale du système, tous les autres agents d'exécution au niveau de la province, du district et du pôle joueront un rôle important dans la collecte et l'analyse des données pour l'évaluation des résultats et de l'impact des activités du programme. Le spécialiste du S&E au sein de l'UCGP aura la responsabilité générale de la coordination. Les nouveaux indicateurs de base du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA seront intégrés au système de S&E, de même que l'outil que constitue l'enquête annuelle sur les résultats, ce qui permettra un suivi efficace des divers indicateurs. Le programme adoptera la méthodologie de géoréférencement pour appuyer l'exécution et les processus de S&E.
16. Apprentissage. Faisant fond sur les enseignements tirés du programme de pays du FIDA, on accordera une attention particulière: i) au lancement efficace du programme en termes de visibilité; ii) au recrutement précoce du personnel clé; iii) à l'inclusion d'indicateurs de gestion des savoirs dans le système de S&E; iv) à la mise en place de systèmes solides de gestion de l'information; v) à la clarification des rôles et des responsabilités en matière de gestion des savoirs au sein des équipes de gestion et d'exécution du programme; vi) à la facilitation de l'apprentissage à l'intérieur des programmes et des échanges entre projets; et vii) à l'organisation d'échanges avec d'autres projets et agences (par exemple l'Agence turque de coopération et de coordination), des ateliers ciblés et d'autres activités pour diffuser les résultats et faire en sorte que le gouvernement et les partenaires du développement soient intéressés par l'amélioration de leurs pratiques et par la reproduction et la mise en œuvre à plus grande échelle d'innovations testées et documentées.
17. Gestion des savoirs. Potentiellement, l'URDP pourrait enrichir le débat sur les politiques en apportant une vaste expérience de terrain dans les domaines du regroupement et du développement des activités du secteur de l'industrie agroalimentaire conduites par les jeunes et les femmes dans les zones rurales de la Turquie. Le FIDA et le gouvernement perçoivent tous les deux l'URDP comme un investissement considérable pour lutter contre l'isolement et le dépeuplement croissants des zones rurales et les inégalités croissantes entre les zones rurales et urbaines. Par conséquent, l'apprentissage et les savoirs générés contribueront de manière significative à la conception et à l'exécution d'interventions agricoles autonomisant les jeunes dans l'ensemble du secteur agricole. Les MSP offrent un mécanisme puissant pour améliorer le flux d'informations entre les différentes parties prenantes.

#### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

18. Gouvernance et risques liés à la gestion financière. Le risque inhérent au pays est considéré comme moyen. L'évaluation-diagnostic de la gouvernance réalisée pour la Turquie en 2014 a confirmé les conclusions de l'étude de référence sur la performance de la gestion des finances publiques réalisée par la Banque mondiale en 2009, qui montrait une transformation majeure de la gestion du secteur public résultant des initiatives de réforme. Des défis subsistent en matière d'exécution, et il existe encore des domaines dans lesquels des améliorations sont nécessaires.
19. Gestion financière. Dans le cadre de projets antérieurs, la gestion financière et la passation des marchés avaient été confiées au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et jugées satisfaisantes. Pour l'URDP, toutefois, c'est le MFAL qui assurera la gestion financière et la passation des marchés. Cette décision offrira l'avantage de réduire les coûts de gestion du programme et d'accroître l'appropriation et la capacité du Ministère en matière de gestion des projets financés par des donateurs. Globalement, le risque de gestion financière est considéré comme "moyen" à "faible" lorsque les conditions de décaissement et les mesures

d'atténuation sont satisfaites. Les principales mesures d'atténuation comprennent:

- i) le recrutement de personnel professionnel de gestion financière à l'UCGP et aux URGP;
- ii) l'installation d'un logiciel de comptabilité;
- iii) la rédaction d'un manuel d'exécution du programme acceptable pour le FIDA;
- iv) un mémorandum d'accord entre le MFAL et le KGF; et
- v) des audits internes et externes.

20. Dispositions relatives aux décaissements et flux de fonds. Deux comptes désignés distincts, libellés en euros, seront ouverts auprès de la Banque centrale de la République turque, l'un pour le prêt et l'autre pour le don. Les paiements en monnaie locale seront convertis sur la base du taux de change en vigueur à la date du paiement.
21. Modalités de communication de l'information financière et comptable. Le programme adoptera des procédures et des politiques comptables conformes aux normes comptables internationales et aux prescriptions du gouvernement en la matière. Les comptes et rapports financiers seront gérés au niveau de l'UCGP, qui sera également chargée de veiller à ce que les fonds aient été utilisés aux fins prévues. Le programme utilisera le système de dépenses publiques du gouvernement élaboré par le Ministère des finances pour traiter tous les paiements provenant de la contribution de contrepartie du gouvernement. L'UCGP achètera et installera un progiciel de comptabilité conçu pour la comptabilité des programmes (ou personnalisable à cet effet) et capable de produire tous les rapports requis conformément aux exigences du FIDA.
22. Dispositions relatives à l'audit interne et externe. Le Département de l'audit interne (DAI) du MFAL procédera à la vérification du programme dans le cadre de son programme de travail annuel, y compris en ce qui concerne l'utilisation des fonds par les bénéficiaires finaux prévus. Le DAI examinera l'efficacité des systèmes de contrôle interne. Les états financiers annuels du programme seront audités par le Contrôleur du Trésor, actuellement chargé d'exécuter les audits externes de tous les projets financés par la Banque mondiale et le FIDA, conformément aux normes internationales d'audit et en vertu du mandat approuvé chaque année par le FIDA. Le mécanisme de garantie des crédits sera vérifié par le Commissaire aux comptes dans le cadre de sa vérification annuelle.
23. Gouvernance. C'est aux gouvernements qu'il appartient d'assurer, en premier lieu, une bonne gouvernance. Conformément à la politique anticorruption du FIDA, on attend du personnel du programme et des parties prenantes qu'elles renforcent les bonnes pratiques. En outre, conformément aux directives du FIDA, tous les marchés relatifs à l'acquisition de biens, de travaux et de services utilisant des ressources fournies ou administrées par le FIDA exigent la constitution d'un dossier d'appel d'offres et l'inclusion, dans les contrats, de l'obligation pour les fournisseurs, entrepreneurs et consultants: i) de respecter la politique anticorruption du FIDA; et ii) d'autoriser le FIDA à inspecter leurs comptes, registres et autres documents concernant la soumission de l'offre et l'exécution du contrat, et de les faire vérifier par des auditeurs si cela est jugé nécessaire. Enfin, le programme favorisera la bonne gouvernance en associant les communautés et les bénéficiaires: i) à la préparation des plans de travail et budgets annuels; ii) au processus de passation des marchés (au niveau communautaire); et iii) au S&E des activités du programme.
24. Passation des marchés. Le cadre juridique existant pour les marchés publics en Turquie est jugé globalement conforme aux normes internationales.

## E. Supervision

25. La supervision sera assurée directement par le FIDA en tant que processus continu d'appui à l'exécution, avec une communication et des contacts fréquents avec le Ministère, l'UCGP et d'autres parties prenantes concernées. Il est donc prévu qu'une mission de supervision et une mission de suivi seront entreprises chaque année, conformément à la pratique actuelle du FIDA.

## IV. Coût, financement et avantages du programme

### A. Coût du programme

- a) L'URDP est financé sur une période de huit ans pour un coût total estimé à 98,14 millions d'EUR, dont 50 millions d'EUR pour la première phase. Il sera exécuté en deux phases, sur deux cycles de financement. Chacune des deux phases devrait durer cinq ans, avec un chevauchement de deux ans. Le déficit de financement de 32,9 millions d'EUR pourra être financé dans des cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) (en vertu de conditions de financement à définir et sous réserve de procédures internes et de leur approbation ultérieure par le Conseil d'administration) ou par un cofinancement à déterminer pendant l'exécution.

Tableau 1  
Coût du programme par composante et par source de financement  
(en milliers d'EUR)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Déficit de financement		KGF		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Regroupement en filières pour une transformation rurale résiliente	29 532	35,2	361	0,4	27 964	33,3			10 940	13,0	15 110	18,0	83 907	85,5
2. Financé rurale accessible à tous	2 508	30,1	270	3,2	2 974	35,7	2 500	30			83	1,0	8 335	8,5
3. Gestion du programme	3 112	52,7	270	4,6	2 010	34,1					508	8,6	5 900	6,0
<b>Total</b>	<b>35 152</b>	<b>35,8</b>	<b>901</b>	<b>0,9</b>	<b>32 948</b>	<b>33,6</b>	<b>2 500</b>	<b>2,5</b>	<b>10 940</b>	<b>11,1</b>	<b>15 702</b>	<b>16,0</b>	<b>98 142</b>	<b>100</b>

### B. Financement du programme

26. Le coût total du programme, soit 98,14 millions d'EUR, sera financé en partie par un prêt du FIDA de 35,15 millions d'EUR et, sous réserve de disponibilités et de l'accord avec le gouvernement, par un second prêt du FIDA d'environ 32,95 millions d'EUR. Un don du FIDA de 0,90 million d'EUR a été octroyé, principalement pour la gestion des savoirs et les activités de coopération Sud-Sud. La mise en place du mécanisme de garantie des crédits sera cofinancée à hauteur de 2,50 millions d'EUR par les partenaires d'exécution privés et publics du KGF. La contribution du gouvernement sera d'environ 15,70 millions d'EUR sur les deux phases, et les contributions des bénéficiaires sont estimées à 10,94 millions d'EUR. Le cofinancement gouvernemental sera affecté: i) au détachement du personnel du programme aux niveaux provincial et régional; ii) à la construction de routes; et iii) à la prise en charge de tous les impôts et taxes sur les biens et services achetés.

Tableau 2  
**Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement**  
 (en milliers d'EUR)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Déficit de financement		KGF		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Consultants	2 711	37,9	901	12,6	2 431	34,0	-	-	-	-	1 106	15,5	7 149	7,3
2. Biens, services et équipement	2 363	59,4	-	-	899	22,6	-	-	-	-	716	18,0	3 979	4,1
3. Dons et subventions	15 289	36,7	-	-	15 406	37,0	-	-	10 940	26,3	0	-	41 635	42,4
4. Formation et ateliers	4 229	42,1	-	-	4 014	39,9	-	-	-	-	1 809	18,0	10 052	10,2
5. Travaux	5 391	31,0	-	-	5 440	31,3	-	-	-	-	6 541	37,6	17 372	17,7
6. Mécanisme de garantie des crédits	2 220	29,6	-	-	2 779	37,1	2 500	33,3	-	-	-	-	7 499	7,6
7. Salaires et indemnités	2 362	25,6	-	-	1 546	16,8	-	-	-	-	5 305	57,6	9 213	9,4
8. Dépenses de fonctionnement	587	47,2	-	-	432	34,8	-	-	-	-	224	18,0	1 243	1,3
<b>Total</b>	<b>35 152</b>	<b>35,8</b>	<b>901</b>	<b>0,9</b>	<b>32 948</b>	<b>33,6</b>	<b>2 500</b>	<b>2,5</b>	<b>10 940</b>	<b>11,1</b>	<b>15 702</b>	<b>16,0</b>	<b>98 142</b>	<b>100</b>

### C. Résumé des avantages et analyse économique

27. Les avantages attendus du programme devraient découler: i) de la promotion de l'expansion des pôles de compétitivité pour un portefeuille de produits pour lesquels les petits exploitants pourraient avoir un avantage comparatif; ii) de l'investissement dans des cultures et des élevages spécifiques procurant des revenus élevés aux petits exploitants et aux autres acteurs le long des filières; iii) de la fourniture aux ménages de compétences commerciales; iv) d'un meilleur accès aux infrastructures de marché; et v) d'un meilleur accès aux services financiers pour les petits exploitants et les petites et moyennes entreprises. L'impact principal résultera d'un processus de développement plus équitable, équilibré et inclusif réduisant la fracture entre les régions côtières/les plaines et les hautes terres. Par conséquent, les petits exploitants des zones de hautes terres verront augmenter leurs revenus grâce aux possibilités offertes par le regroupement et l'inclusion financière dans les domaines de l'agriculture, de la transformation et de l'emploi.
28. Le taux de rentabilité économique interne général du programme est estimé à 22% pour le scénario de référence. La valeur actuelle nette du flux d'avantages nets du projet, à un taux d'actualisation de 10%, s'élève à 98,8 millions d'EUR.

### D. Durabilité

29. Il existe de solides mécanismes intégrés de durabilité. Plus important encore, l'accent mis fortement sur la rentabilité – aussi bien pour les agents économiques pris individuellement que pour les groupes – sera un moteur de la durabilité commerciale et offrira de fortes incitations au maintien des structures après la fin du programme. Une composante d'infrastructure de soutien est également intégrée à la conception des regroupements, sous deux formes essentielles: i) par l'application d'une approche axée sur la demande et le partage des coûts; et ii) par l'amélioration de la capacité du groupe cible à augmenter la productivité des ressources existantes, en vue d'une utilisation plus efficiente et plus rentable des ressources naturelles existantes (terres agricoles, pâturages et eau). Ceci, à son tour, permettra aux groupes cibles d'augmenter leur résilience face aux défis commerciaux et environnementaux – et d'avoir une incitation financière et les moyens de financer les coûts récurrents des investissements.

## E. Identification et atténuation des risques

30. Au niveau macro, les risques liés à la gouvernance et à l'engagement politique sont considérés comme faibles, compte tenu de la solide continuité observée pendant plus de trois décennies. L'orientation générale des politiques rurales les plus pertinentes (portant, par exemple, sur l'amélioration de l'inclusion rurale et sur l'adaptation aux changements climatiques) ne devrait pas connaître de profonds changements. Le gouvernement et le FIDA intensifieront la concertation sur les politiques en tant qu'instrument d'atténuation des risques. L'ouverture d'un bureau de pays du FIDA sera un facteur essentiel. Les risques et les mesures d'atténuation spécifiques à chaque composante se situent à des niveaux jugés acceptables, à condition qu'ils soient surveillés attentivement par l'UCGP et que les stratégies d'atténuation soient constamment appliquées.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

31. L'URDP est pleinement aligné sur le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 – Favoriser la transformation durable et sans exclusive du monde rural. En effet, il vise à transformer les petits exploitants des hautes terres de Turquie dans le sens d'une compétitivité commerciale et d'une plus grande résilience climatique. Le programme est également conforme à la stratégie du FIDA concernant le secteur privé, à sa politique relative aux entreprises rurales, à sa politique en matière d'autonomisation des femmes et d'égalité des sexes, et à sa politique en matière de ciblage.

### B. Alignement et harmonisation

32. Les objectifs du cadre de politique générale sont conformes au mandat du FIDA. Au niveau macro, le dixième plan de développement de la Turquie vise à augmenter le niveau de vie de sa population et la qualité de vie de chaque individu. L'ambition du plan, qui est de réduire la pauvreté rurale par une compétitivité accrue et de faire en sorte que les zones rurales aient accès à de meilleurs débouchés commerciaux, revêt une importance particulière pour le FIDA. Cela se reflète également dans la Stratégie nationale de développement rural (SNDR) 2014-2020. La SNDR vise à accroître la productivité de la population rurale et à réduire l'écart entre les niveaux de revenu des populations rurales et urbaines.
33. Les modèles et approches utilisés par les précédents projets du FIDA sont en cours d'intégration par le MFAL, y compris les plans d'investissements stratégiques (PIS). Le système de dons de contrepartie, initialement mis au point par la Banque mondiale, a été adapté par le FIDA comme instrument favorable aux pauvres. Par le biais de son programme de gestion des savoirs, l'UCGP contribuera à une meilleure harmonisation des programmes de développement rural du gouvernement et de ceux financés par les donateurs.

### C. Innovations et application à plus grande échelle

34. L'approche des pôles de développement économique et la mise en place des MSP sont considérées par les praticiens sur le terrain comme un moyen innovant de faire participer les ruraux pauvres, en particulier dans les régions montagneuses. La mise en œuvre de cette approche fera l'objet d'un suivi attentif et, une fois testée et éprouvée, une évaluation sera réalisée et un produit du savoir mis au point pour être partagé – et éventuellement pour promouvoir la reproduction à plus grande échelle des aspects pertinents dans d'autres provinces.
35. Un renforcement de l'accent mis sur l'innovation, la gestion des savoirs et la participation à l'élaboration des politiques offrira au gouvernement l'occasion de s'inspirer de l'expérience acquise pendant l'exécution du programme pour améliorer ses propres politiques, stratégies et investissements en faveur du développement de l'agriculture paysanne, y compris en reproduisant simplement à plus grande échelle les concepts. Dans ce processus, un engagement budgétaire fort du gouvernement à

l'égard du programme est de bon augure pour la future reproduction à plus grande échelle. Cette reproduction à plus grande échelle pourra aussi être réalisée en encourageant les partenariats financiers avec le secteur privé. En outre, en associant dès le départ les partenaires locaux, le FIDA élargira les principaux espaces institutionnels et organisationnels, permettant ainsi une reproduction à plus grande échelle dirigée et financée au plan national.

#### D. Participation à l'élaboration des politiques

36. L'URDP vise à mettre une vaste expérience de terrain au service du discours sur les politiques concernant l'approche de regroupement économique proposée en Turquie. Tant le gouvernement que le FIDA perçoivent l'URDP comme un investissement considérable dans l'apprentissage, investissement qui contribuera de manière significative à la reproduction de la conception et de l'exécution d'interventions agricoles qui autonomiseront les jeunes dans d'autres zones de hautes terres prises dans leur ensemble. Il s'agira notamment de la connaissance de la mise en œuvre de l'approche PDE – qui apportera des informations utiles à l'ajustement des politiques de développement rural dans les régions des hautes terres – et la possibilité de reproduire des projets similaires dont les petits exploitants, le secteur privé et le gouvernement poursuivront l'exécution après l'achèvement du programme. L'investissement du FIDA en Turquie, à ce jour, a été appliqué de manière stratégique à une concertation sur les politiques visant à influencer sur l'allocation des ressources gouvernementales en faveur des zones pauvres.

### VI. Instruments et pouvoirs juridiques

37. Un accord de financement du programme entre la République turque et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement est jointe à l'appendice I.
38. La République turque est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
39. Le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

### VII. Recommandation

40. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République turque un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de trente-cinq millions cent cinquante mille euros (35 150 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République turque un don d'un montant de neuf cent mille euros (900 000 EUR) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Hougbo



# Negotiated financing agreement: "Uplands Rural Development Programme"

(Negotiations concluded on 23 November 2017)

Loan Number: \_\_\_\_\_

Grant Number: \_\_\_\_\_

Programme Title: Uplands Rural Development Programme ("URDP" or "the Programme")  
(Kırsal Dezavantajlı Alanlar Kalkınma Projesi (1. Aşama))

the Republic of Turkey (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

## Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## Section B

1. A. The amount of the Loan is thirty five million one hundred fifty thousand Euro (EUR 35 150 000).  
B. The amount of the Grant is nine hundred thousand Euro (EUR 900 000).
2. The Loan is granted on ordinary terms, and shall be subject to interest on the principal amount of the Loan outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate, payable semiannually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of five (5) years starting from the date that the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled in accordance with Section 4.02(b) of the General Conditions.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the Euro.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 1<sup>st</sup> June and 1<sup>st</sup> December.
6. There shall be two Designated Accounts in EUR (one for the Loan and one for the Grant) to be maintained in the Central Bank of Turkey. In addition, the funds related to the Rural Credit Guarantee Facility will be maintained in an interest bearing bank account and will not be mingled with other funds.
7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Programme in an amount equivalent to approximately sixteen million Euro (EUR 16 000 000).

#### Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Food, Agriculture and Livestock (MFAL).
2. The Programme Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

#### Section D

The Financing will be administered and the Programme will be supervised by the Fund.

#### Section E

1. (a) The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (i) The key programme personnel of the Central Program Management Unit (CPMU) shall have been appointed with terms of reference acceptable to the Fund; and a suitable financial management system shall have been installed;
- (ii) The draft Programme Implementation Manual (PIM) as described in paragraph 12 of Schedule 1 shall have been prepared in form and substance satisfactory to the Fund.

(b) The following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal from the Rural Credit Guarantee Facility cost category as provided in Schedule 2 hereto: the Rural Credit Guarantee Facility (RCGF) shall have been established with an initial capital contribution from Credit Guarantee Fund (Kredi Garanti Fonu – KGF) and the agreement between MFAL and KGF shall have entered into force in terms and conditions acceptable to the Fund.

2. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.
3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Undersecretariat of Treasury, Prime Ministry  
Inonu Bulvari, No. 36  
06510 Emek, Ankara  
Turkey

For the Fund:

President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

THE REPUBLIC OF TURKEY

\_\_\_\_\_  
Authorized Representative  
(name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Gilbert F. Houngbo  
President

## Schedule 1

### Programme Description and Implementation Arrangements

1. Programme Area. During the first phase, the Programme will be implemented in two regions in a total of six provinces: the Eastern Mediterranean (Adana, Mersin, Osmaniye) and Western Black Sea (Bartın, Kastamonu, Sinop) covering approximately 35 districts. The intervention will focus its activities in upland and transitional areas in the programme provinces where farm and pasture land is mostly above 600 m and where most of the forest villages and neighbouring forest villages are located. However, some villages located below 600 m (i.e. between 400 and 600 m) may also be selected on the basis of topographic factors: i.e. located in steep, sloping areas and presenting characteristics similar to upland villages (being particularly disadvantaged due to their location) to make them eligible for programme support. In the second phase, and based on the lessons learned in the first phase, the Programme will assess the feasibility of including additional neighbouring provinces, i.e. Kahramanmaraş and Çankırı, with similar characteristics and with potential for scaling up in line with available resources.

2. Target Population. The beneficiaries of the Programme can be divided into three main target groups: (i) economically active poor producing at semi-subsistence level; (ii) economically active poor with upside potential (iii) transformation drivers (suppliers, traders or agri-enterprises).

The first phase of the Programme will target about 30,000 households. It will focus mainly on the economically active poor, those remaining in rural areas that have a potential to invest time, effort and capital and thus catalyse this transformation.

3. Goal. The overall goal of the Programme is to enhance the prosperity and resilience of upland smallholder farmers. This will be accomplished by strengthening their resilience and improving economic opportunities for the rural poor based on competitive farms and agribusinesses that are connected to and integrated into more profitable economic clusters, making sustainable use of Turkey's natural resources. The strategy is geared at two core complementary outcomes. The first will aim at critical agri-business development support through better natural resource management and higher added value for rural transformation, utilising an economic clustering approach. The second outcome will aim at improving smallholders' access to financial services, leveraging private financial resources in the process.

4. Components. The Programme will have two core components that envisage a number of complementarities between initiatives and subcomponents.

4.1. Component 1: Clustering for resilient rural transformation: This component will increase the volume of the production and trade of agricultural products within each economic development cluster (EDC) through individual investment and support to key economic infrastructure co-managed by the stakeholders. This will lead to increased profitability of upland farming and agribusinesses and hence improve the attractiveness for young farmers to remain in these areas. Multi-stakeholder platforms (MSP), based in each EDC, will facilitate production and semi-wholesale market development and link up the main value chain stakeholders: producers, traders, transporters and agro-processors. The component will engage in 40 economic development clusters (for the first 5-year phase). This component will also deliver on cluster investment partnerships (CIPs) in which both private and public investments will be leveraged with the Programme providing part of the investment finance as a grant.

4.1.1. The component is subdivided into five subcomponents namely, (i) the establishment of the MSPs focusing on social mobilisation activities; (ii) the building of cluster supporting economic infrastructure focusing on civil engineering activities; (iii) the support to farmers skills and organisation focusing on stakeholders' training activities; (iv) the support to targeted individual investment focusing on co-financing activities through cluster investment partnerships; and (v) the regional branding and geographical indication focusing on studies on products and quality assessment and certification activities.

4.2. Component 2. Inclusive rural finance. This component aims at improving smallholders' access to financial services, leveraging private financial resources in the process. Through promoting financial inclusion in the targeted areas, it intends to expand agricultural and agribusiness investment plans, consequently improving livelihoods and increasing employment opportunities for the rural youth, women, smallholder farmers and the focus group in general. To do so, it intends to setup a Rural Credit Guarantee Facility (RCGF) that will reduce collateral requirements for new investment loans and a rural finance support facility that will improve the bankability of new investment loan proposals and will strengthen the ability of the poorest segments to graduate as business people who can undertake profitable rural initiatives. This component of inclusive finance will address the financing needs of all three of its target groups responsively and comprehensively through its two subcomponents:

4.2.1 Component 2 is divided into two subcomponents namely, (i) a Rural Credit Guarantee Facility (RCGF) to support the development of rural Micro-Small and Medium Sized Enterprise (MSMEs) in the Programme areas; and (ii) a Rural Finance Support Facility that will facilitate and improve the creditworthiness of all three target groups. Through the Rural Credit Guarantee Facility, the Programme will cater mainly (but not exclusively) for the financing needs of "active households" and "transformation drivers" and through its cooperation with MFIs, it will engage "poor households" in viable commercial operations in order to improve their livelihoods. The Programme foresees a rural finance support network that will liaise with the banks, the cooperatives and the MFIs and enhance their seamless cooperation and multilateral capacity development with the target group. Within this component, women will be assisted in accessing financial services to purchase relevant assets and inputs for their economic activities.

## II. Implementation Arrangements

5. Approach. The Programme's approach is premised on the basis that IFAD can help drive the transformation of the uplands' economy through support for more resilient and competitive rural farmers and agribusinesses that will generate employment and higher incomes of small farm enterprises. Complementing this main strategy will be the specific focus on rural poor with a potential to graduate into fully commercial farmers that can attain the level of competitiveness required to gain market share. While the Programme's main thrust is to support commercialisation and transformation of smallholder agriculture, this will be complemented by targeted measures to ensure that this transformation leaves no one behind, with specific focus on youth, micro-entrepreneurs, vulnerable women and agro-pastoralists.

6. Duration. The Programme is expected to be implemented over a period of 8 years in two phases of 5 years each, with an overlap of two years. It is expected to operate over two IFAD funding cycles. The financing gap may be sourced by additional financing to be provided by the Fund (under financing terms to be determined and subject to availability of funds and internal procedures) or by co-financing identified during implementation. During the first year, activities will be centred around awareness raising, sensitisation and comprehensive training and establishment of MSPs. The

establishment of the Rural Credit Guarantee Facility (RCGF) may necessitate minor legal and regulatory adjustments, hence the investment in this facility may be postponed by 1 to 2 years.

7. Lead Programme Agency. The Lead Programme Agency shall be the General Directorate for Agrarian Reform (GDAR) in the Ministry of Food, Agriculture and Livestock (MFAL) which will have the overall responsibility for the Programme management and implementation and for providing the overall policy guidance and oversight.

8. Central Programme Management Unit (CPMU). Day-to-day management and implementation of the Programme will rest with the existing CPMU. It will be necessary to ensure that the CPMU is adequately staffed with additional technical staff to cope with the increasing workload. Principal functions of the CPMU will be to carry out the overall programming and budgeting of Programme activities, take the lead in implementation - in cooperation with the Regional Programme Management Unit (RPMU), Farmer Support Teams (FSTs), service providers, infrastructure contractors, beneficiary institutions, such as farmer-based organisations, with participating financial institutions - and to monitor and document Programme progress. Core tasks, including procurement and financial management (which is integral to Programme execution and integrity) will increasingly be done by the CPMU using more aligned and nationally harmonised procedures.

9. Regional level. Overall responsibility for Programme outreach among the target groups will lie with the Regional Programme Management Unit (RPMU). Two RPMUs will be responsible for overseeing and guiding implementation in the (initially) six provinces and have staff based in Kastamonu and Adana respectively. There will be (six, initially) FSTs, one in each province and under the Provincial Directorate of Food, Agriculture and Livestock(PDA).

10. Multi-stakeholder platform. A multi-stakeholder platform (MSP) will be formed with representatives from all main sectors of the value chains: producers (this includes farmers as well as pastoralist and agro pastoralists), brokers, traders, processors, input suppliers, financial institutions and transporters). The MSP will be the main interface with the Programme/(PDA) and eventually other development business partners. Its main role is to facilitate relationships and linkages amongst its members to ensure a proper use and the sustainability of the investments. The MSP will elect a steering committee constituted from representatives from the various stakeholders involved whose main role is to convene regular MSP meetings and follow-up recommendations with the concerned parties. It will meet on monthly basis to review progress of the various activities.

11. Mid-Term Review. The Fund and the Borrower/Recipient shall carry out a joint review of Programme implementation no later than the end of the fourth Programme year. It will assess the operational aspects such as programme management and implementation of activities and the extent to which the objectives are being fulfilled. It will focus on corrective actions needed for the Programme to achieve impact. The review shall cover, among other things: (i) overall efficiency and effectiveness of the programme in delivery programme activities and achieving its development objective; (ii) physical and financial progress as measured against Annual Work Plan and Budgets (AWPBs); (iii) performance and financial management of contracted implementing partners; (iv) an assessment of the efficacy of the institutional development and capacity building activities; (v) progress in infrastructure investments; (vi) establishing and delivering of extension services; (vii) delivering of financial services; and (viii) access to markets. The Fund will present a report on mid-term review with the conclusions and recommendations for MFAL.

12. Programme Implementation Manual (PIM). No later than six months after the date of entry into force of this Agreement the CPMU shall prepare a draft PIM acceptable to the Fund (including the financial and grants administration, procurement and administrative procedures manual). The PIM may be amended when necessary to

introduce clarification in procedures, eliminating constraints for Programme implementation and for facilitating access of producers to the Programme services.

13. Planning. The main planning tool for the Programme will be the Annual Work Plan and Budget (AWPB) which will be prepared using a participatory bottom-up approach within the economic clusters. Once the priorities have been set at the cluster level and activities defined, the AWPB will be compiled for each province and the 2 RPMUs will combine the drafted AWPBs for their respective regions and submit to the CPMU.

14. Monitoring and evaluation (M&E). The results-based approach will be adopted through the M&E system. This will be through: (i) accounting for progress against AWPB targets; and (ii) periodic assessments of movement towards achievement of beneficiary impact. Key M&E activities will comprise the Programme implementation manual and the baseline survey at design stage, the AWPB, quarterly progress reporting of activity and output targets and achievements, mid-term review, and the completion report along with the Programme completion survey.

14.1 No later than 90 days after the date of entry into force of this Agreement the CPMU shall undertake a comprehensive baseline survey in line with the Programme logframe indicators. The progress on those indicators will be then monitored by the RPMU on an annual basis, including for the Mid-Term Review. During the Programme's final year, an impact survey will be conducted and results will be compared against the baseline results to assess Programme impact.

## Schedule 2

## Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in EUR)	Grant Amount Allocated (expressed in EUR)	Percentage net of taxes
I. Consultancies, training and workshops	6 250 000	900 000	100%
II. Goods, inputs, material, services, vehicles and equipment	2 125 000		100%
III. Grants and Rural Credit Guarantee Facility	15 760 000		See below
IV. Works	4 850 000		100% net of counterpart contribution
V. Operating costs	2 650 000		See below
Unallocated	3 515 000		
<b>TOTAL</b>	<b>35 150 000</b>	<b>900 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

The amount allocated from the Grant under Category I for consultancies shall cover eligible expenditures incurred related to knowledge management and South-South cooperation activities.

Category III "Grants and Rural Credit Guarantee Facility" includes: (i) Grants, for privately shared economic infrastructure, cluster investment partnerships and youth trained entrepreneur start-up packages and pastoral livelihood improvement to be financed 100% net of beneficiaries' contributions; and (ii) the Rural Credit Guarantee Facility (RCGF) managed by the KGF to be financed 100% net of co-financier contribution.

Category V "Operating costs" includes, inter alia, salaries and allowances. Salaries and allowances shall be financed 100% net of taxes and counterpart contribution and other eligible expenditures under this category shall be financed 100% net of tax.



2. Start-up Costs. Withdrawals in respect of eligible expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of EUR 390 000. These funds are intended to cover the recruitment of CPMU key personnel and their salaries for four months (EUR 40 000) under Category V; base-line survey (EUR 50 000) under Category I; and purchase of basic equipment such as computers, photocopier and printers and installation of an accounting software system (EUR 300 000) under Category II.

### Schedule 3

#### Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan Account and the Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

1. Rural Credit Guarantee Facility (RCGF). The Borrower/Recipient shall ensure that funds transferred to the KGF are deposited in a separate bank account and will not be mingled with other funds. At all times the Borrower/Recipient shall ensure that the loan proceeds funds are used for the intended purpose and made available in a timely manner in order not to adversely affect the development impact of the activity. In addition the Borrower/Recipient shall ensure that the KGF (i) keeps records of all the transactions related to the Programme in accordance with internationally acceptable accounting standards, and (ii) issues timely periodic financial reports on the use of the Programme funds to the CPMU to satisfy their reporting requirements.
2. Audit arrangements. The Borrower/Recipient will appoint independent auditors acceptable to IFAD, under the terms of reference cleared by IFAD, and in line with the IFAD Guidelines for Project Audits. An audited annual consolidated financial statement for the entire Programme, together with a management letter on audit observations on internal controls, shall be submitted to the Fund within six (6) months of the fiscal year end. Moreover, the Borrower/Recipient shall ensure that the IFAD funds transferred to the KGF are part of the audit and that the auditors are granted full access to all documentation as may be required.

# Logical framework

Results Hierarchy	Indicators <sup>1</sup>					Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline <sup>2</sup>	YR1	Mid-Term	End Target	Source <sup>3</sup>	Frequency	Responsibility	
<b>Outreach:</b>	Number of persons receiving services promoted or supported by the project (women)	0	1,000	9,000	18,000	Programme M&E system	Annual	CPMU and RPMUs	•
	Number of persons receiving services promoted or supported by the project (men)	0	500	21,000	42,000	Programme M&E system	Annual	CPMU and RPMUs	•
<b>Goal:</b> Enhance prosperity and resilience of upland smallholder farmers	Percentage reduction in the number of households in targeted areas living below the national poverty line <sup>4</sup>	0	0	15%	40%	Baseline, mid-term and impact assessment surveys	Baseline Mid-term Completion	CPMU	Continued social, political and economic stability in the country and no major sustained disruption to market access to major export markets.
<b>Development Objective:</b> Strengthen the resilience of upland communities, especially youth, and improve their integration into markets.	Percentage of households in targeted areas with a monthly income of TRY 3,000 or higher (10% youth)	TBD	0	30%	90%	Baseline, mid-term and impact assessment surveys/ Annual Outcome Surveys	Baseline Mid-term Completion	CPMU, MSPs	GoT willing to allocate finance, manpower and technical expertise. Poverty reduction remains priority agenda
	Value of priority products marketed through Economic infrastructure of the clusters <sup>5</sup> Increase in volume of priority products marketed through Economic infrastructure of the clusters (measured in tons, per product)	0	0	USD 25 m	USD 32 m				
<b>Outcome 1</b> <i>Strengthened economic development clusters</i>	Percentage of households reporting an increase in production (Cl. 1.2.4)	0	0	15%	40%	Annual outcome surveys	Annually	CPMU, RPMU	External socio-economic factors do not disrupt MSPs; Sufficient interest from private sector in MSPs across all priority commodity clusters;
	Percentage of households having established market linkages within EDC	0	0	20%	50%	Annual outcome surveys	Annually	CPMU, RPMU	
<b>Outputs</b> 1.1 EDC MSPs	Number of MSPs established and functional <sup>6</sup> (Cl. policy 2)	0	18	40	80	MSPs meetings	Quarterly	MSPs	Outreach of media and awareness campaigns effective

<sup>1</sup> Data for all household related indicators to be disaggregated by poverty status, age and gender of household head.

<sup>2</sup> Baseline figures will be updated based on baseline survey results

<sup>3</sup> Additional external sources of data to verify performance will be identified and used wherever possible. This will include data on loans from partner banks, MFAL and MFWA statistics, market trading statistics from Dept of Commerce etc.

<sup>4</sup> Poverty measurement according to the national poverty line (\$4.3 per capita per day)

<sup>5</sup> The M&E system will analyze the data by the different economic development clusters and commodity points

<sup>6</sup> Under the M&E system the number of participants will be captured and analyzed by sex, age, type of representatives

established 1.2 Supported infrastructure EDCs	Value of infrastructure constructed/rehabilitated (million EUR)	0	0	12.7	19.7	Programme monitoring reports	Semi-annually	RPMU	in mobilising clusters Uptake from rural entrepreneurs / farmers sufficient Other Ministries willing and able to increase coordination to harmonize support to target communities. Climate change is in line with current predictions
1.3 Farmers/organizations capacitated	Number of persons trained in production practices and/or technologies (CI. 1.1.4)	0	1150	8,800	14,000	Training reports	Quarterly	CPMU, RPMU	
1.4 Farmers/organization investments	Number of hectares of land brought under climate-resilient management (CI. 3.1.4)	0	0	300	834.4	Programme monitoring reports	Semi-annually	RPMU	
1.5 Branding and promotion of upland produce	Number of products branded based on geographical origin	0	0	2	10	Programme monitoring reports	Annually	RPMU	
<b>Outcome 2:</b> Increased utilization of financial services among rural people in uplands	Percentage of households reporting using rural financial services (CI. 1.2.5)	TBD	TBD	15%	30%	Annual Outcome Surveys	Annual	CPMU and RPMUs	GoT and banks participate as expected
	Percentage decline in collateral coverage requested by participating financial institutions	TBD	TBD	5%	50%	National Bank of Turkey, KGF	Annual	CPMU	Rural Credit Guarantee Facility is established
<b>Outputs</b> 2.1 Developing a new credit mechanism system KGF/PGS	Number of loans provided using the credit guarantee scheme (value of loans to be analyzed under the M&E system) (10% youth, 30% women)	0	0	2,820	6,800	KGF reports Bank reports	Quarterly	RPMU	Willingness of beneficiaries to take loans/ cluster investment partnerships
2.2 New partnerships established with financial sector actors (mainly private banks)	Number of persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services (CI. 1.1.7) (10% youth, 30% women)	0	480	2,360	3,240	Training reports	Quarterly	RPMU	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Percentage of persons in rural areas accessing financial services (CI. 1.1.5, 10% youth, 30% women)</li> </ul>	TBD	TBD	30%	70%	KGF reports Bank reports Project reports	Quarterly	RPMU	